

Burundi : qui occupera le nouveau palais présidentiel financé par la Chine ?

RFI, 15-02-2019 Au Burundi, le gouvernement a réceptionné jeudi 14 février le nouveau palais présidentiel à Bujumbura. Financé en partie par la Chine à hauteur de 20 millions d'euros, ce nouveau palais sort de terre dix ans après son lancement et alors que le gouvernement vient de transférer sa capitale politique à Gitega, ce qui n'est pas sans poser de questions.

La cérémonie de remise de cet immense palais de quatre étages qui s'étale avec ses jardins sur 40 hectares a été marquée par l'absence du président Pierre Nkurunziza, remplacé par le deuxième vice-président Joseph Butore jusqu'à présent, le gouvernement louait les bureaux présidentiels. Une question est désormais sur toutes les lèvres : qui occupera le bâtiment sachant que le gouvernement vient de transférer sa capitale politique à Gitega et que Pierre Nkurunziza est rarement présent à Bujumbura ? Réponse d'Alain Diomède, porte-parole adjoint du président burundais : « Ce n'est pas le moment d'occuper le building. Quand le moment viendra, ce sera bien sûr l'occasion de revenir. Qui va venir avec lui ? Là, nous allons attendre. » Un optimisme que ne partage pas l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques (Olucome) doute que le bâtiment soit réellement occupé. Les 20 millions d'euros payés par la Chine pour financer le projet posent également un vrai problème, selon son président Gabriel Rufyiri. « Quand vous regardez dans le budget général de l'Etat, il est marqué 18 millions de dollars comme dons donnés par le gouvernement chinois ; mais de l'autre côté, il y a beaucoup, beaucoup de marchés qui ont été donnés aux sociétés chinoises. Donc pour nous, il y a ce que je qualifierais de détournement déguisé. » L'Olucome dénonce également l'absence d'indemnisation de certains habitants expropriés lors de la construction du palais.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});